



Dr. Olivier Buirette

Mai 2018 : L'Europe après le sommet des Balkans

Le 17 mai 2018, un important sommet de l'Union européenne (UE) devait avoir lieu à Sofia, en Bulgarie, réunissant ceux qui sont encore 28 et la plupart des pays de la région.

Au-delà d'un soutien presque unanime au principe du sauvetage de l'accord sur le nucléaire iranien que les États-Unis venaient de rejeter, ce sommet fut l'occasion de présenter un état des lieux de l'avancement de l'intégration des Balkans dans l'UE au moment où la mise en place en Italie du gouvernement de coalition entre l'extrême droite de la Ligue du Nord et les populistes du mouvement 5 étoiles va sans doute de nouveau mener l'UE vers une nouvelle crise. Ce sommet des 17 et 18 mai se présente un peu comme un révélateur de l'image que l'UE peut avoir dans le sud/est européen.

Alors que la présidence bulgare de l'Union s'achève le 30 juin prochain, il reste intéressant de rappeler ici que les Balkans orientaux ou occidentaux présentent, par rapport à l'Europe centrale, un faible taux d'intégration dans l'UE puisque le premier pays à intégrer l'organisation régionale et ensuite à obtenir son entrée dans la zone euro est la

Slovénie avec la vague de 2004. Ce sera ensuite le tour, en 2013, de la Croatie qui a eu « le privilège » d'être le dernier pays à avoir intégré l'Union.

Depuis cette époque, cette zone géographique que fut l'ex-Yougoslavie est devenue un enjeu entre une Turquie voisine dont la montée en puissance ne cesse de s'affirmer et une Russie qui est à présent fermement de retour sur la scène internationale. Une situation qui a pour effet de renforcer la position de certains pays de la région comme la Serbie, notamment dans le cas du Kosovo.

L'UE est à la recherche d'un second souffle et les derniers discours du très pro-européen Emmanuel Macron n'ont eu de cesse que de renforcer l'image d'une Europe bien affaiblie depuis 2008 et qui est à la recherche d'une relance. Le tout est de savoir comment celle-ci pourra se faire. L'idée la plus répandue est celle d'une stratégie de redémarrage par cercles concentriques, c'est-à-dire par un premier petit groupe de pays. Cette vision fait son chemin, tant certains pays figurant parmi les derniers entrants, comme la Pologne et la Hongrie, sont dirigés par des gouvernements hostiles à Bruxelles et avec des leaders

souvent populistes qui affirment leur autorité face à une structure européenne dont le fonctionnement est de plus en plus grippé, car à la recherche d'une relance qui finalement n'arrive pas. On notera que cette contestation populiste se répand de plus en plus. Pour l'illustrer, citons le cas de l'Autriche où un gouvernement conservateur et d'extrême droite a été formé. Nous pouvons même évoquer l'Allemagne avec l'AfD, ce mouvement xénophobe classé à l'extrême droite qui gagne du terrain et organise des manifestations réunissant des milliers de personnes comme le 27 mai dernier à Berlin même.

Les médias ont surtout retenu de ce sommet de Sofia, les déclarations des Occidentaux au sujet du retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. On n'a finalement pas entendu grand chose sur les Balkans qui, pourtant, restent d'une part une zone instable, mais aussi un espace où l'Europe recule face à l'influence russe, turque voire l'influence économique de la Chine. Alors que nous arrivons à la moitié de cette année 2018, il est manifeste que



cette partie de l'Europe apparaît de plus en plus comme un défi pour le futur d'une stabilité européenne que l'on aimerait restaurer.

Au-delà de cet aspect, c'est encore la question des frontières qui va se poser dans la mesure où tant que l'UE ne les déterminera pas - surtout au sud et à l'est - son voisinage restera un élément perturbateur avec la Russie sur sa partie orientale et avec le monde musulman au sud.

Il y a un siècle, la Première Guerre mondiale qui allait mettre un terme au monde ancien éclatait notamment des suites de l'attentat de Sarajevo, en Bosnie, dans les Balkans. Alors que la fin de l'année 2018 va célébrer le premier centenaire de la fin du premier conflit mondial, espérons que les projets de relance européenne prendront en compte la nécessaire stabilisation de cette région si riche et passionnante par sa diversité et par sa complexité.



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

L'accord européen sur la question migratoire jugé inefficace

Le compromis trouvé par les 28 formule des vœux sur la base du volontariat pour ce qui est de la répartition et l'accueil des migrants. En revanche, il prévoit des mesures concrètes afin de sécuriser davantage les frontières et bloquer les migrants aux portes de l'Europe. L'Union européenne (UE) n'a jamais abordé la question de l'asile et de l'immigration dans sa globalité. La politique migratoire des États membres de l'UE reste donc une approche avant tout nationale. Ainsi, les images liées à la vague migratoire de ces dernières années nourrissent les partis populistes qui, en critiquant l'UE, continuent à remporter des élections au sein des États membres. C'est dans l'objectif d'arrêter cet engrenage, mais surtout afin de trouver des solutions communes à la crise politique provoquée par le refus du gouvernement italien d'ouvrir les ports de son pays aux bateaux des ONG venant en aide aux naufragés en Méditerranée, qu'un sommet européen a été organisé les 28 et 29 juin à Bruxelles.

Après de longues négociations, les vingt-huit dirigeants de l'Union se sont entendus sur plusieurs mesures de principe difficilement réalisables.

L'accord adopté propose la création de « centres contrôlés » au sein de l'UE, dans les États membres « sur une base volontaire » afin de faire « rapidement » la distinction entre migrants irréguliers à

expulser et demandeurs d'asile légitimes qui pourraient être répartis dans l'Union, là aussi « sur une base volontaire ».

Le compromis prévoit également la possibilité de créer des « plateformes de débarquements » de migrants hors de l'UE pour dissuader les traversées de la Méditerranée.

Le 29 juin au matin, Emmanuel Macron, très satisfait, déclarait : « La coopération européenne l'a emporté (...). La solidarité que nous devons aux premiers pays d'entrée a été actée lors de ce sommet », avant de préciser durant l'après-midi que « la France n'ouvrira pas de centres » d'accueil pour les migrants, car elle « n'est pas un pays de première arrivée ».

À l'annonce de cet accord, Médecins sans Frontières dénonçait un texte qui favorise un « blocage » des migrants aux portes de l'UE. L'Organisation interna-

tionale pour les migrations (OIM) estime de son côté que les centres de gestion des demandeurs d'asile devaient être situés en Europe, et non à l'étranger. L'OIM s'inquiète particulièrement de l'ouverture de « plates-formes de débarquement » en Libye du fait de l'insécurité qui y règne.

À l'heure où le flux migratoire est en recul grâce au renforcement des capacités des gardes-côtes libyens et l'accord avec la Turquie, il est d'usage de se questionner sur la pertinence de ce sommet. Or, au regard de nombreux observateurs, la crise actuelle en Europe n'est pas « migratoire », mais bien « politique ». On constate une confusion entre les termes « migrant », « réfugié » et « demandeur d'asile ».

Les migrants sont « constitués par la migration régulière, largement majoritaire (260 000 premières cartes de séjour accordées en 2017 en France), et par les réfugiés (99 000 en 2017). Parmi ces réfugiés, une majorité déposera une demande d'asile et une minorité l'obtiendra (32 000 en 2017) ». Il est utile de rappeler que la migration régulière compte 85 000 étudiants, 50 000 parents étrangers de Français, 25 000 emplois économiques spécialisés, 30 000 régularisations et 32 000 bénéficiaires du droit d'asile. Tous ces statuts sont assimilés à ceux

de naufragés affamés que les médias nous servent sans cesse. Cet amalgame constitue une opération politique, car, en créant la confusion, on polarise la société et l'on manipule plus facilement l'opinion publique.

Rappelons aussi le poids de plus en plus important des partis populistes et d'extrême droite qui sont désormais au pouvoir grâce à des coalitions que ce soit en Autriche, en Italie, en Hongrie, au Danemark, ou encore en Pologne. Ces partis jouent sur la peur et utilisent les questions migratoires pour mobiliser l'opinion publique derrière eux. Ils profitent de l'absence de solidarité, de soutien et de partage du « fardeau » lié à l'arrivée massive des migrants entre 2012 et 2017 pour créer une tension qui est à la base de leur légitimité.

En résumé, la question migratoire est devenue un levier de politique intérieure qui crée un faux débat et qui permet de passer sous silence d'autres problèmes tels les réformes impopulaires, le chômage, etc.

Enfin, grâce à une couverture médiatique bien agencée, l'on donne l'impression d'une entente entre les pays de l'Union et d'un accord triomphal tandis que l'envers du décor est toute autre.

La réussite de l'accord sur la migration est plus qu'improbable et l'entente des responsables politiques n'est qu'une façade.

